

Consultant international - Avis de vacance de poste
Conseils - Liste d'experts fiscaux (Inspecteurs des Impôts sans Frontières)

Lieu :	Varie pour chaque mission exécutoire
Date limite de dépôt des candidatures :	17/04/2023
Type de contrat :	Liste d'experts fiscaux, contrat individuel
Niveau du poste :	Consultant international
Langues requises :	Anglais / français/ portugais/ espagnol/ arabe/ russe
Date de début prévue :	Varie pour chaque mission exécutoire
Durée prévue de la mission :	Varie pour chaque mission exécutoire
Unité requérante :	PNUD, BPPS
Numéro du projet/d'attribution :	Initiative « fiscalité pour les ODD » et Inspecteurs
des Impôts sans Frontières (IISF) / 00128147	

Objectif :

Le but de cette passation de marché est de relancer la liste des experts fiscaux pour soutenir l'initiative « Inspecteurs des Impôts sans Frontières » (IISF). L'IISF est une initiative conjointe du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) lancée en 2015 pour aider les pays en développement à renforcer leurs administrations fiscales nationales. En 2017, le PNUD a établi une liste d'experts fiscaux chargés d'entreprendre des missions de l'IISF dans les pays hôtes : les pays où l'initiative IISF est mise en œuvre. Au fil du temps, il y a eu une demande accrue d'expertise spécifique en matière de contrôle fiscal et d'expertise de l'IISF dans d'autres domaines liés à la fiscalité. En conséquence, une nouvelle liste d'experts fiscaux est lancée.

1. CONTEXTE

Le PNUD est le réseau mondial de développement des Nations Unies. Il préconise le changement et permet aux pays d'accéder aux connaissances, à l'expérience et aux ressources nécessaires pour aider les personnes à construire une vie meilleure. Le PNUD intervient sur le terrain dans 170 pays et territoires, soutenant des solutions aux défis du développement dans ces pays et renforçant les capacités nationales et locales qui les aideront à atteindre le développement humain et les Objectifs de développement durable.

Le travail politique du PNUD, mené au niveau du siège, des bureaux régionaux et des bureaux de pays, couvre un large spectre allant d'une connaissance locale approfondie à des perspectives mondiales avancées et au plaidoyer. Dans ce contexte, le PNUD investit dans le Réseau mondial pour les politiques (GPN), un réseau d'expertise technique mondiale basé sur le terrain qui englobe un large éventail de domaines de connaissances. Il soutient également les solutions de signature et les capacités organisationnelles envisagées dans le Plan stratégique. Au sein du GPN, le Bureau des politiques et de l'appui aux programmes (BPPS) est chargé d'élaborer toutes les politiques et directives pertinentes pour soutenir les résultats du Plan stratégique du PNUD.

L'OCDE est un forum économique mondial qui travaille avec 38 pays membres et plus d'une centaine d'économies émergentes et en développement afin d'élaborer de meilleures politiques pour une vie meilleure. Sa mission consiste à promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social des personnes dans le monde. L'OCDE offre un espace dans lequel les gouvernements travaillent ensemble pour partager leurs vues sur les moteurs du changement économique, social et environnemental, tout en cherchant des solutions aux problèmes communs.

L'IISF est une initiative conjointe du PNUD et de l'OCDE lancée en 2015 pour aider les pays en développement à renforcer leurs administrations fiscales nationales. Le secrétariat IISF est hébergé par l'OCDE à Paris. Au sein du PNUD, l'IISF est géré par le Centre de financement durable (FSH) : une plateforme de financement et d'innovation qui s'appuie sur une masse critique d'expertise, d'initiatives et de partenariats du PNUD pour soutenir la mobilisation des ressources et leur effet de levier pour les ODD. Cette plateforme dirige également la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du PNUD pour le secteur privé ainsi que d'autres initiatives. Le FSH fait partie intégrante du BPPS et du Bureau des relations extérieures et du plaidoyer (BERA), ainsi que du GPN. L'IISF est géré par le Hub du secteur financier, le Bureau des politiques et de l'appui aux programmes (New York) grâce à des collaborateurs dans les bureaux du PNUD à Amman, Bangkok, Istanbul, Panama et Pretoria.

L'IISF vise à renforcer les administrations fiscales en transférant des connaissances et des compétences techniques aux administrateurs fiscaux des pays en développement. Dans le cadre de l'IISF, les experts fiscaux travaillent de concert avec les responsables locaux des administrations fiscales des pays en développement sur les questions liées à la fiscalité. Ils apportent des solutions pratiques en travaillant sur des questions confidentielles tout en respectant des serments stricts de discrétion/accords de confidentialité. Avec 109 programmes achevés et en cours (dont 21 programmes Sud-Sud) dans 54 pays et juridictions, l'IISF a contribué à la collecte de plus de 1,7 milliard de dollars américains de recettes fiscales supplémentaires et aux évaluations fiscales de 3,9 milliards de dollars américains dans le cadre de programmes d'évaluations fiscales supplémentaires en Afrique, en Asie et au Pacifique, en Europe de l'Est ainsi qu'en Amérique latine et aux Caraïbes (ALC). Pour plus d'informations sur l'IISF et le partenariat entre l'OCDE et le PNUD, veuillez consulter le site Web de l'IISF.

S'appuyant sur le succès du modèle de l'IISF et reconnaissant les besoins des administrations fiscales, l'initiative a élargi son soutien à d'autres domaines fiscaux. Il s'agit notamment des enquêtes sur des infractions fiscales, de l'utilisation efficace des informations échangées automatiquement, de la fiscalité et des contrats relatifs aux ressources naturelles, de la fiscalité et de l'environnement, de la mise en œuvre de l'impôt minimum mondial, de la numérisation des administrations fiscales ainsi que de l'audit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) relative au commerce numérique.

Pour soutenir cette nouvelle phase de l'initiative, le PNUD lance une nouvelle liste pour l'IISF. En outre, conformément aux efforts de renforcement des capacités du PNUD, la nouvelle liste de l'IISF est intégrée sur une plateforme automatisée dans le cadre de la liste d'experts/GPN. La nouvelle liste de l'IISF comprendra les huit domaines thématiques suivants.

- A. [Contrôles fiscaux.](#)
- B. [Enquêtes en matière de délinquance fiscale](#)
- C. [Utilisation efficace des informations échangées automatiquement.](#)
- D. [Fiscalité et contrats relatifs aux ressources naturelles.](#)
- E. [Fiscalité et environnement.](#)
- F. [Mise en œuvre pratique des règles de l'impôt minimum mondial.](#)
- G. [Transformation numérique des administrations fiscales.](#)
- H. [Contrôle de l'application de la taxe sur la valeur ajoutée \(TVA\) au commerce numérique.](#)

2. DEVOIRS ET RESPONSABILITÉS

Portée du travail, responsabilités et description du travail proposé

Le PNUD recherche des experts fiscaux pour travailler en tant qu'experts de l'IISF dans différentes régions du monde. La principale responsabilité sera de fournir une assistance technique et d'autres types

de soutien aux administrations fiscales et autres agences gouvernementales des pays en développement dans l'un des domaines thématiques énumérés ci-dessus. Les experts devront justifier d'une vaste expérience professionnelle dans le domaine thématique sélectionné.

Les missions requièrent une étroite collaboration avec le secrétariat IISF, le PNUD et l'administration d'accueil du pays en développement. L'expert devra effectuer des missions dans le pays (ce qui implique des déplacements dans un pays en développement) et des missions virtuelles au cours de la période du contrat. Le poste exigera de se rendre dans des pays en développement pour y effectuer quatre à six missions par an, d'une durée d'une à deux semaines chacune. Habituellement, un programme IISF dure en moyenne de 18 à 24 mois, mais la durée exacte et la fréquence des missions dépendent du programme.

Résultats et produits livrables attendus :

L'ensemble représentatif des devoirs et des responsabilités énumérés ci-dessous n'est pas exhaustif, et les mandats de chaque mission détermineront l'étendue exacte du travail. Les domaines de soutien et les activités clés comprendront :

- Fournir une assistance et des conseils pratiques de l'IISF en matière de fiscalité aux administrations d'accueil des pays demandeurs, selon le domaine thématique ;
- Analyse des lacunes en matière de compétences législatives, et transfert des compétences avant et après la mise en œuvre des programmes IISF ;
- Aider le secrétariat IISF à entreprendre une analyse des lacunes législatives, institutionnelles et de compétences ainsi que transférer des compétences avant (par des évaluations de base) et après la mise en œuvre des programmes IISF ;
- Développer des modules de formation et dispenser des formations sur différents sujets lors d'ateliers de renforcement des capacités organisés par le secrétariat IISF dans les juridictions hôtes, les bureaux de pays du PNUD et d'autres partenaires internationaux ;
- Préparer des rapports de mission (et autres) après chaque mission et à la fin du programme, comprenant une évaluation du programme ;
- Soutenir l'élaboration de supports d'apprentissage et d'instructions internes ou de pratiques administratives, comprenant des études de cas et des documents portant sur les enseignements tirés ;
- Participer aux événements de réseautage d'organismes fiscaux régionaux et internationaux afin de développer des capacités grâce au partage de connaissances dans le cadre des programmes IISF.

3. COMPÉTENCES

Compétences de base

1. Faire preuve d'intégrité en adoptant les valeurs et les normes éthiques des Nations Unies, notamment en démontrant qu'il n'y a aucun conflit d'intérêts lié à un quelconque aspect des services fournis à l'IISF et/ou aux pays hôtes ;
2. Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD et des organisations partenaires ;
3. Faire preuve de sensibilité et de capacité d'adaptation en matière de culture, de genre, de religion, de race, de nationalité et d'âge ;
4. Être capable de travailler de manière indépendante.

Compétences fonctionnelles

1. Expertise technique et expérience dans au moins un des domaines fiscaux thématiques énumérés ci-dessus ;

2. Excellente organisation avec une forte capacité d'analyse et de bonnes compétences de recherche ;
3. Excellente présentation et bonnes techniques de communication ;
4. Capacité à dresser des rapports succincts ;
5. Aptitude à travailler en équipe ;
6. Sensibilité diplomatique et réels talents de négociateur ;
7. Attention portée aux conséquences et aux résultats, et réponse positive aux commentaires critiques ;
8. Esprit ouvert.

4. COMPÉTENCES ET EXPÉRIENCES REQUISES

Les candidats **ne peuvent postuler qu'à un seul** domaine thématique, celui qui correspond le mieux à leur expertise. Les huit domaines thématiques ainsi que les qualifications requises et souhaitées sont les suivants :

A. Domaine thématique - CONTRÔLES FISCAUX

Qualifications requises :

Études :

- Une licence minimum est requise. Des diplômes pertinents et de niveau supérieur en fiscalité, en finances publiques, en droit ou dans d'autres domaines pertinents seront mieux notés ;

Expérience :

- Au moins sept ans d'expérience substantielle et avérée en matière d'audit fiscal, dans le cadre d'un emploi récent au sein d'une administration fiscale, d'un ministère ou d'une agence gouvernementale pertinent (si le candidat est titulaire d'un master, un minimum de cinq ans d'expérience professionnelle pertinente est requis). Toute expérience substantielle et supplémentaire donnera lieu à une note plus élevée ;
- Une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans le domaine de la fiscalité internationale et dans la réalisation des vérifications des prix de transfert, dont une expérience dans l'élaboration d'approches de contrôle générales (par exemple, évaluation des risques, sélection de dossiers, planification des contrôles) est requise. Toute expérience substantielle et supplémentaire donnera lieu à une note plus élevée ;

Langue :

- Une connaissance professionnelle et des compétences en matière de communication en anglais sont requises.

Qualifications souhaitables :

- Une formation/des certification(s) d'une organisation ou d'un institut national(e)/international(e) reconnu(e) dans les domaines de la fiscalité, des finances publiques, du droit ou dans d'autres domaines liés aux contrôles fiscaux ;
- Une expérience pertinente dans la conception de politiques et/ou la rédaction de législations fiscales ;
- Une expérience dans le contrôle sectoriel, notamment dans les secteurs des industries extractives, des télécommunications, du tourisme, de la finance et des banques ;
- Une expérience avérée dans la dispense de formation et de développement des capacités des responsables de l'administration fiscale en matière de contrôle fiscal est souhaitable, ainsi qu'une expérience de travail dans le cadre de tels programmes de développement des capacités du système des Nations unies, de l'OCDE, du FMI, de la Banque mondiale ou d'organisations similaires ;

- Une expérience de travail dans une ou plusieurs des régions suivantes : Amérique latine et Caraïbes ; Afrique ; États arabes ; Europe de l'Est et CEI ; Asie-Pacifique ;
- Une maîtrise de logiciels tels que Word, Excel et PowerPoint ;
- Une maîtrise et des connaissances professionnelles spécifiques d'une ou plusieurs des langues suivantes : anglais, français, portugais, espagnol, arabe, russe. Veuillez noter que la maîtrise de l'une de ces langues implique que vous serez en mesure d'assumer des missions dans la langue spécifiée.

B. Domaine thématique - ENQUÊTES SUR DES INFRACTIONS FISCALES

Qualifications requises :

Études :

- Une licence minimum est requise. Des diplômes pertinents et de niveau supérieur en fiscalité, en finances publiques, en droit ou dans d'autres domaines pertinents seront mieux notés ;

Expérience :

- Au moins sept ans d'expérience substantielle et avérée sont requis en matière d'enquêtes sur des infractions fiscales/d'autres infractions financières/des transactions de blanchiment d'argent/des flux financiers illicites dans le cadre d'un emploi récent au sein d'une administration fiscale ou d'un organisme gouvernemental/d'enquête/d'exécution (si le candidat est titulaire d'un master pertinent, un minimum de cinq ans d'expérience professionnelle est requis). Toute expérience substantielle et supplémentaire donnera lieu à une note plus élevée.

Langue :

- Une connaissance professionnelle et des compétences en matière de communication en anglais sont requises.

Qualifications souhaitables :

- Une formation/certification d'une organisation ou d'un institut national(e)/ international(e) reconnu(e) dans les domaines de la fiscalité, des finances publiques, du droit ou dans d'autres domaines liés aux infractions fiscales/à d'autres types d'infractions financières ;
- Une expérience dans l'élaboration de législations et/ou dans le travail politique liée aux infractions financières/fiscales ;
- Une expérience dans l'élaboration de cadres d'évaluation des risques, la formulation de stratégies en matière d'infractions fiscales/financières et les outils de gestion des dossiers ;
- Une expérience dans l'élaboration de directives ou manuels administratifs/opérationnels et dans la rédaction de publications universitaires liées à la fiscalité et aux infractions ;
- Une expérience avérée en matière de formation des responsables des organismes fiscaux/autres organismes d'enquête dans le domaine de la fiscalité et des infractions/d'autres infractions financières est souhaitable, ainsi qu'une expérience de travail dans le cadre de programmes de développement des capacités du système des Nations unies/de l'OCDE/du FMI/de la Banque mondiale ou d'une organisation similaire ;
- Une expérience de travail dans une ou plusieurs des régions suivantes : Amérique latine et Caraïbes ; Afrique ; États arabes ; Europe de l'Est et CEI ; Asie-Pacifique ;
- Une maîtrise de logiciels tels que Word, Excel et PowerPoint ;
- Une maîtrise et des connaissances professionnelles spécifiques d'une ou plusieurs des langues suivantes : anglais, français, portugais, espagnol, arabe, russe. Veuillez noter que la maîtrise de l'une de ces langues implique que vous serez en mesure d'assumer des missions dans la langue spécifiée.

C. Domaine thématique - UTILISATION EFFICACE DES INFORMATIONS ÉCHANGÉES AUTOMATIQUEMENT

Qualifications requises :

Études :

- Une licence minimum est requise. Des diplômes pertinents et de niveau supérieur en fiscalité, finances publiques, droit, technologies de l'information ou dans d'autres domaines pertinents seront mieux notés ;

Expérience :

- Au moins cinq ans d'expérience substantielle sont requis dans le domaine de l'échange d'informations à des fins fiscales au niveau de l'administration fiscale et/ou dans les activités de mise en conformité concernant les actifs financiers offshore, obtenus lors d'un emploi récent dans une administration fiscale/un ministère compétent ou une agence gouvernementale (si le candidat est titulaire d'un master pertinent, un minimum de trois ans d'expérience professionnelle pertinente est requis). Toute expérience substantielle et supplémentaire donnera lieu à une note plus élevée.

Langue :

- Une connaissance professionnelle et des compétences en matière de communication en anglais sont requises.

Qualifications souhaitables :

- Une formation/des certification(s) d'une organisation ou d'un institut national(e)/international(e) reconnu(e) dans les domaines de la fiscalité, des finances publiques, du droit ou dans d'autres domaines liés à l'échange d'informations à des fins fiscales ou à l'échange automatique d'informations ;
- Une expérience substantielle de travail sur la législation et/ou la conception de politiques liées à l'échange d'informations à des fins fiscales ou à l'échange automatique d'informations ;
- Une expérience dans l'élaboration de manuels ou directives administratifs/opérationnels et dans la rédaction de publications universitaires liées à l'échange d'informations ou à l'échange automatique d'informations ;
- Une expérience avérée d'assistance, d'orientation et/ou de formation de responsables de l'administration fiscale ou d'autres organismes d'enquête est souhaitable, ainsi qu'une expérience de travail dans le cadre de programmes de développement des capacités du système des Nations unies, de l'OCDE, du FMI, de la Banque mondiale ou d'organisations similaires ;
- Une expérience de travail dans une ou plusieurs des régions suivantes : Amérique latine et Caraïbes ; Afrique ; États arabes ; Europe de l'Est et CEI ; Asie-Pacifique ;
- Une maîtrise de logiciels tels que Word, Excel et PowerPoint ;
- Une maîtrise et des connaissances professionnelles spécifiques d'une ou plusieurs des langues suivantes : anglais, français, portugais, espagnol, arabe, russe. Veuillez noter que la maîtrise de l'une de ces langues implique que vous serez en mesure d'assumer des missions dans la langue spécifiée.

D. Domaine thématique - FISCALITÉ ET CONTRATS RELATIFS AUX RESSOURCES NATURELLES

Qualifications requises :

Études :

- Une licence minimum est requise. Des diplômes pertinents et de niveau supérieur en fiscalité, en finances publiques, en droit ou dans d'autres domaines pertinents seront mieux notés ;

Expérience :

- Au moins sept ans d'expérience substantielle et avérée sont requis dans le domaine de la fiscalité internationale, des contrats relatifs aux ressources naturelles et des industries extractives, dans le cadre d'un emploi récent au sein d'une administration fiscale/un ministère ou un organisme gouvernemental compétent. Il peut s'agir de la négociation et/ou de l'élaboration de contrats commerciaux, de règlements ou d'arbitrages associés à des clauses fiscales dans des contrats relatifs à des ressources naturelles (si le candidat est titulaire d'un master pertinent, un minimum de cinq ans d'expérience professionnelle pertinente est requis). Toute expérience substantielle et supplémentaire donnera lieu à une note plus élevée ;

Langue :

- Une connaissance professionnelle et des compétences en matière de communication en anglais sont requises.

Qualifications souhaitables :

- Une formation/des certification(s) d'une organisation ou d'un institut national(e)/international(e) reconnu(e) dans les domaines de la fiscalité, des finances publiques, du droit ou dans d'autres domaines liés à la fiscalité et aux contrats relatifs aux ressources naturelles ;
- Une expérience substantielle de travail sur la législation et/ou la conception de politiques liées à la fiscalité et aux contrats relatifs aux ressources naturelles ;
- Une expérience dans l'élaboration de manuels ou directives administratifs/opérationnels et dans la rédaction de publications universitaires liées à la fiscalité et aux contrats relatifs aux ressources naturelles ;
- Une expérience avérée dans la formation de participants et de publics techniquement compétents est souhaitable. Une expérience de travail dans le cadre de programmes de développement des capacités du système des Nations Unies, de l'OCDE, du FMI, de la Banque mondiale ou d'organisations similaires constituera un avantage ;
- Une expérience de travail dans une ou plusieurs des régions suivantes : Amérique latine et Caraïbes ; Afrique ; États arabes ; Europe de l'Est et CEI ; Asie-Pacifique ;
- Une maîtrise de logiciels tels que Word, Excel et PowerPoint ;
- Une maîtrise et des connaissances professionnelles spécifiques d'une ou plusieurs des langues suivantes : anglais, français, portugais, espagnol, arabe, russe. Veuillez noter que la maîtrise de l'une de ces langues implique que vous serez en mesure d'assumer des missions dans la langue spécifiée.

E. Domaine thématique - FISCALITÉ ET ENVIRONNEMENT

Qualifications requises :

Études :

- Une licence minimum est requise. Des diplômes pertinents et de niveau supérieur en fiscalité, en finances publiques, en droit ou dans d'autres domaines pertinents seront mieux notés ;

Expérience :

Pêche

- Au moins sept ans d'expérience substantielle et avérée sont requis dans le domaine de la fiscalité et des questions environnementales, dans le cadre d'un emploi récent au sein d'une administration fiscale/un ministère ou un organisme gouvernemental compétent. Cela devrait inclure une expérience dans le domaine de la fiscalité liée à la pêche (prévention de la surpêche et de la surexploitation) (si le candidat est titulaire d'un master pertinent, un minimum de cinq ans d'expérience professionnelle pertinente est requis). Toute expérience substantielle et supplémentaire donnera lieu à une note plus élevée ;

Industries minières/extractives

- Au moins sept ans d'expérience substantielle et avérée sont requis dans le domaine de la fiscalité et des questions environnementales, dans le cadre d'un emploi récent au sein d'une administration fiscale/un ministère ou un organisme gouvernemental compétent. Cela doit comprendre une expérience dans la fiscalité du secteur extractif et de l'exploitation minière (si le candidat est titulaire d'un master pertinent, une expérience professionnelle pertinente d'au moins cinq ans est requise). Toute expérience substantielle et supplémentaire donnera lieu à une note plus élevée ;

Foresterie/autres activités illégales

- Au moins sept ans d'expérience substantielle et avérée sont requis dans le domaine de la fiscalité et des questions environnementales, dans le cadre d'un emploi récent au sein d'une administration fiscale/un ministère ou un organisme gouvernemental compétent. Cela devrait inclure une expérience dans le domaine de la fiscalité liée à la foresterie (prévention de la déforestation), et/ou des taxes sur le carbone et/ou d'autres activités illégales (si le candidat est titulaire d'un master pertinent, un minimum de cinq ans d'expérience professionnelle pertinente est requis). Toute expérience substantielle et supplémentaire donnera lieu à une note plus élevée.

Langue :

- Une connaissance professionnelle et des compétences en matière de communication en anglais sont requises.

Qualifications souhaitables :

- Une formation/des certification(s) d'une organisation ou d'un institut national(e)/ international(e) reconnu(e) dans les domaines de la fiscalité, des finances publiques, du droit ou dans d'autres domaines liés à la fiscalité et à l'environnement;
- Trois ans d'expérience substantielle dans le travail sur la législation et/ou sur la conception de politiques liées à la fiscalité et à l'environnement ;
- Une expérience dans l'élaboration de manuels ou directives administratifs/opérationnels et dans la rédaction de publications universitaires liées à la fiscalité et à l'environnement ;
- Une expérience avérée dans la formation de participants et de publics techniquement compétents est souhaitable, ainsi qu'une expérience de travail dans le cadre de programmes de développement des capacités du système des Nations unies, de l'OCDE, du FMI, de la Banque mondiale ou d'organisations similaires ;
- Une expérience de travail dans une ou plusieurs des régions suivantes : Amérique latine et Caraïbes ; Afrique ; États arabes ; Europe de l'Est et CEI ; Asie-Pacifique ;
- Une maîtrise de logiciels tels que Word, Excel et PowerPoint ;
- Une maîtrise et des connaissances professionnelles spécifiques d'une ou plusieurs des langues suivantes : anglais, français, portugais, espagnol, arabe, russe. Veuillez noter que la maîtrise de l'une de ces langues implique que vous serez en mesure d'assumer des missions dans la langue spécifiée.

F. Domaine thématique -MISE EN ŒUVRE DE L'IMPÔT MINIMUM MONDIAL

Qualifications requises :

Études :

- Un diplôme universitaire supérieur ou équivalent dans les domaines de la fiscalité, de l'économie, du commerce, de la comptabilité, du droit ou dans d'autres domaines pertinents donnera lieu à une note plus élevée ;

Expérience :

- Au moins trois ans (de préférence cinq ans) d'expérience dans une administration fiscale, un ministère des Finances, une institution financière, un cabinet d'avocats ou de comptables, ou un autre type d'organisation impliquée dans les questions liées à l'érosion de l'assiette fiscale et au transfert de bénéfiques, à la planification fiscale abusive, à l'échange d'informations et à l'analyse de la politique fiscale.
- Une expérience avérée dans la conception juridique ou l'analyse économique de mesures fiscales liées aux transactions transfrontalières des entreprises (comprenant la conception de régimes de sociétés étrangères contrôlées ou de régimes fiscaux préférentiels visant à attirer les investissements directs étrangers) ou une expérience dans la planification fiscale des investissements transfrontaliers des entreprises.
- Une bonne connaissance des instruments et des normes du domaine fiscal, dont les règles pertinentes pour la mise en œuvre de l'impôt minimum mondial (c'est-à-dire les règles et le commentaire de l'OCDE sur la lutte contre l'érosion de la base d'imposition (« GloBE ») , ainsi que tout document connexe tel que les directives administratives, les processus d'examen par les pairs et les sphères de sécurité).
- Une bonne connaissance des principes de la fiscalité internationale. Toute expérience substantielle et supplémentaire donnera lieu à une note plus élevée.

Langue :

- Une connaissance professionnelle et des compétences en matière de communication en anglais sont requises.

Qualifications souhaitables :

- Une formation/des certification(s) d'une organisation ou d'un institut national(e)/ international(e) reconnu(e) dans les domaines de la fiscalité, des finances publiques, de l'économie, de la comptabilité, du droit ou dans d'autres domaines liés à la fiscalité et à l'environnement ;
- Trois ans d'expérience substantielle dans le travail sur la législation et/ou sur la conception de politiques liées à la fiscalité internationale des entreprises ou à la planification fiscale du secteur privé pour les entreprises multinationales ;
- Une expérience dans l'élaboration de manuels ou directives administratifs/opérationnels et dans la rédaction de publications universitaires liées à la fiscalité internationale des entreprises ;
- Une expérience avérée dans la formation de participants et de publics techniquement compétents est souhaitable, ainsi qu'une expérience de travail dans le cadre de programmes de développement des capacités du système des Nations Unies, de l'OCDE, du FMI, de la Banque mondiale ou d'organisations similaires ;
- Une expérience de travail dans une ou plusieurs des régions suivantes : Amérique latine et Caraïbes ; Afrique ; États arabes ; Europe de l'Est et CEI ; Asie-Pacifique ;
- Une maîtrise de logiciels tels que Word, Excel et PowerPoint ;
- Une maîtrise et des connaissances professionnelles spécifiques d'une ou plusieurs des langues suivantes : anglais, français, portugais, espagnol, arabe, russe. Veuillez noter que la maîtrise de l'une de ces langues implique que vous serez en mesure d'assumer des missions dans la langue spécifiée.

G. Domaine thématique - NUMÉRISATION DES ADMINISTRATIONS FISCALES

Qualifications requises :

Études :

- Une licence minimum est requise. Des diplômes pertinents et de niveau supérieur en fiscalité, finances publiques, droit, technologies de l'information ou dans d'autres domaines pertinents seront mieux notés ;

Expérience :

- Au moins cinq ans d'expérience substantielle dans la numérisation et/ou la transformation numérique des administrations fiscales sont requis (si le candidat est titulaire d'un master pertinent, un minimum de trois ans d'expérience professionnelle pertinente est requis). Toute expérience substantielle et supplémentaire donnera lieu à une note plus élevée ;

Langue :

- Une connaissance professionnelle et des compétences en matière de communication en anglais sont requises.

Qualifications souhaitables :

- Une expérience substantielle dans la facilitation des processus d'évaluation dans le secteur public, de préférence incluant des processus d'évaluation de la maturité numérique des administrations fiscales ;
- Une expérience dans l'élaboration ou la révision des stratégies des administrations fiscales pour la numérisation et/ou la transformation numérique ;
- Une expérience dans la rédaction de documents relatifs à des questions stratégiques dans l'administration fiscale ;
- Une expérience dans la fourniture d'une assistance technique, de conseils et/ou de formations aux administrations fiscales ;
- Une expérience de travail dans une ou plusieurs des régions suivantes : Amérique latine et Caraïbes ; Afrique ; États arabes ; Europe de l'Est et CEI ; Asie-Pacifique ;
- Une maîtrise de logiciels administratifs tels que Word, Excel et PowerPoint ;
- Une maîtrise et des connaissances professionnelles spécifiques d'une ou plusieurs des langues suivantes : anglais, français, portugais, espagnol, arabe, russe. Veuillez noter que la maîtrise de l'une de ces langues implique que vous serez en mesure d'assumer des missions dans la langue spécifiée.

H. Domaine thématique - AUDIT de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) relative au commerce numérique

Qualifications requises :

Études :

- Une licence minimum est requise. Des diplômes pertinents et de niveau supérieur en fiscalité, en finances publiques, en droit ou dans d'autres domaines pertinents seront mieux notés ;

Expérience :

- Au moins sept ans d'expérience substantielle et avérée sont requis dans le contrôle fiscal, dans le cadre d'un emploi récent au sein d'une administration fiscale et/ou d'un ministère ou d'un organisme public compétent (si le candidat est titulaire d'un master pertinent, un minimum de cinq ans d'expérience professionnelle pertinente est requis). Toute expérience substantielle et supplémentaire donnera lieu à une note plus élevée ;
- Au moins cinq ans d'expérience professionnelle sont requis dans la réalisation d'audits de la TVA (ou des taxes similaires telles que la taxe sur les biens et services), idéalement aussi de contrôles de contribuables non résidents et en particulier dans le domaine du commerce international, incluant de préférence une expérience dans le développement d'approches de contrôle générales (par exemple, évaluation des risques, sélection de dossiers, planification des contrôles). Toute expérience substantielle et supplémentaire donnera lieu à une note plus élevée ;

Langue :

- Une connaissance professionnelle et des compétences en matière de communication en anglais sont requises.

Qualifications souhaitables :

- Une formation, ayant idéalement donné lieu à une certification, reçue d'une agence/d'une organisation/d'un institut national(e) ou international(e) reconnu(e) dans les domaines de la fiscalité, des finances publiques, du droit ou dans d'autres domaines liés aux contrôles fiscaux ;
- Une expérience d'audit de TVA sectoriel, idéalement dans le domaine du commerce numérique et du commerce électronique ;
- Une expérience dans la conception de politiques sur la TVA et/ou dans la rédaction de la législation fiscale et/ou dans l'élaboration de manuels/directives administratifs/opérationnels et/ou de stratégies de gestion des risques de conformité liés à la TVA sur le commerce numérique ;
- Une expérience avérée dans la délivrance de formation et de développement des capacités des responsables de l'administration fiscale en matière de contrôles de la TVA dans le commerce international est souhaitable, notamment dans le cadre de programmes de développement du système des Nations Unies, de l'OCDE, du FMI, du groupe de la Banque mondiale ou d'organisations similaires ;
- Une expérience de travail dans une ou plusieurs des régions suivantes : Amérique latine et Caraïbes ; Afrique ; États arabes ; Europe de l'Est et CEI ; Asie-Pacifique ;
- Une maîtrise de logiciels tels que Word, Excel et PowerPoint ;
- Une maîtrise et des connaissances professionnelles spécifiques d'une ou plusieurs des langues suivantes : anglais, français, portugais, espagnol, arabe, russe. Veuillez noter que la maîtrise de l'une de ces langues implique que vous serez en mesure d'assumer des missions dans la langue spécifiée.

5. Procédure de candidature :

Le dossier de candidature doit contenir les éléments suivants(à télécharger en un seul fichier) :

- Formulaire du domaine thématique (annexe 1-7) dûment rempli, indiquant de quelle manière le candidat répond aux exigences énoncées (vous ne pouvez postuler qu'à un seul domaine thématique). Veuillez indiquer la ou les langue(s) pour lesquelles vous postulez (anglais/français/portugais/espagnol/arabe/russe) dans l'espace prévu à cet effet dans le formulaire du domaine thématique.
- Formulaire P11 (annexe 8) dûment rempli, indiquant toutes les expériences antérieures acquises dans le cadre de projets similaires et précisant la période de mission concernée (de/à), ainsi que les coordonnées électroniques et téléphoniques d'au moins trois (3) références professionnelles ;

Remarque :

- **Convertissez le formulaire de domaine thématique et le formulaire P11 complétés en format PDF et fusionnez-les en un document unique, car le système ne permet de télécharger qu'un seul document.**
- **Veuillez également noter que les candidatures doivent être soumises en anglais, quelle que soit la ou les langue(s) dans lesquelles vous postulez.**
- En raison du grand nombre de candidatures que nous recevons, nous informons uniquement les candidats retenus des résultats du processus de sélection.

Les candidats présélectionnés(**UNIQUEMENT**)seront invités à soumettre une **proposition financière**.

- La proposition financière doit préciser un tarif journalier tout compris (basé sur une journée de travail de 7 heures, le temps de déjeuner n'est pas inclus).

- Ces honoraires journaliers ne comprennent pas les frais de déplacement, d'hébergement et les autres frais de subsistance encourus pendant les missions. Le PNUD prendra en charge le déplacement en achetant le billet aller-retour ; un taux standard d'allocation journalière de subsistance (DSA) sera payé à l'expert qui, pour sa part, prendra en charge son propre hébergement, ses déplacements locaux et ses repas.
- Les experts seront responsables de leur propre équipement informatique, téléphone portable, assurance de voyage et assurance médicale.
- Si un offrant est employé par une organisation, une entreprise ou une institution et s'il/elle s'attend à ce que son employeur exige des frais de gestion lors de son processus de contrat avec le PNUD selon des accords de prêt remboursable (APR), l'offrant doit le préciser à ce moment-là et s'assurer que tous ces frais sont bien compris dans la proposition financière soumise au PNUD.

La proposition financière doit être soumise conformément aux instructions figurant dans l'e-mail séparé qui sera envoyé **UNIQUEMENT** aux candidats présélectionnés.

6. Processus d'évaluation :

Les candidats seront évalués en fonction des critères spécifiés dans le domaine thématique pour lequel ils ont postulé. Les candidats doivent avoir les qualifications requises. Les candidats ayant les qualifications requises seront notés sur un total de 100 points. Les candidats ayant obtenu au moins 70 points seront placés sur la liste thématique respective.

6. Attribution de contrat et autres dispositions :

Lorsque des opportunités se présentent, les experts fiscaux inscrits sur la liste seront contactés pour faire part de leur disponibilité et seront invités à soumettre une proposition financière pour les missions correspondant à leur domaine thématique.

REMARQUE :

- Tous les candidats sont tenus de respecter les règles et règlements relatifs à la participation des responsables en activité aux programmes des organisations multilatérales. L'approbation de l'autorité requise au sein du gouvernement sera nécessaire avant qu'un expert fiscal puisse entreprendre un programme IISF.
- Une fois sélectionnés pour la liste, les experts sont tenus d'informer le PNUD lorsque leur situation change (par exemple lorsqu'ils acceptent un nouveau poste tel qu'un emploi dans un cabinet d'audit qui pourrait créer un conflit d'intérêts potentiel).

Dispositions institutionnelles :

- Les consultants seront responsables de leur propre équipement informatique.

Modalité de paiement

- Les paiements aux prestataires individuels seront effectués après certification par le PNUD que les services prévus dans le contrat ont été exécutés de manière satisfaisante et dans les délais.

REMARQUE :

- Les femmes qualifiées sont fortement invitées à postuler.
- Toute demande de clarification doit être envoyée par e-mail à l'adresse cpu.bids@undp.org

- L'Unité centrale des achats du PNUD répondra par e-mail et enverra des copies écrites de la réponse, y compris une explication de la demande sans identifier la source de la requête, à tous les candidats.

Questions supplémentaires :

- Veuillez confirmer le domaine thématique pour lequel vous postulez, parmi les huit domaines.
- Veuillez mentionner la ou les langue(s) pour lesquelles vous postulez.
- Pouvez-vous confirmer que vous possédez les qualifications requises relatives au domaine thématique spécifique pour lequel vous postulez ?
- Pouvez-vous confirmer que vous avez une connaissance professionnelle et des compétences de communication en anglais ?
- Êtes-vous un ancien membre du personnel de l'ONU/du PNUD ? Si oui, veuillez préciser la raison pour laquelle vous avez cessé de travailler avec l'ONU/le PNUD. Êtes-vous retraité de l'ONU/PNUD, ou un ancien ou actuel agent gouvernemental/fonctionnaire ? Veuillez préciser.